

Selon de nouveaux chiffres publiés par l'UNESCO, le déficit de financement de l'éducation augmente

L'étude propose également des solutions pour y remédier

Paris, 15 mars — De nouveaux calculs publiés par le *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous* révèlent que le déficit de financement extérieur annuel – soit 16 milliards de dollars US – pour offrir une éducation de base[1] dans les pays à faible revenu d'ici à 2015 a augmenté et a atteint 26 milliards de dollars US au cours de ces trois dernières années. Ce déficit affecte principalement la réalisation de l'éducation primaire universelle, qui est le second objectif du Millénaire pour le développement.

Les données sont publiées dans un document d'orientation diffusé préalablement à une grande consultation mondiale sur l'éducation dans l'ordre du jour du développement après 2015, organisée à Dakar, au Sénégal, les 18 et 19 mars.

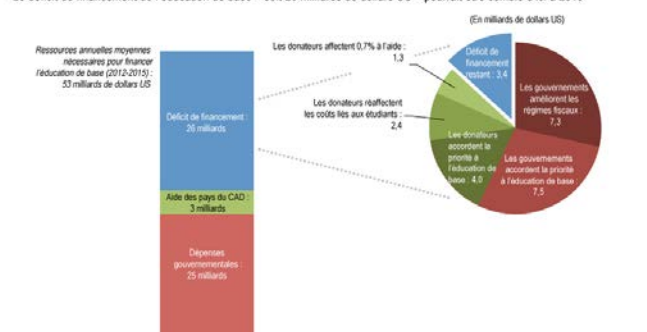
Intitulé *Making Education for All Affordable by 2015 and beyond* [Rendre l'Éducation pour tous abordable d'ici à 2015 et au-delà], le document souligne que la stagnation de l'aide apportée à l'éducation de base dans les pays à faible revenu – qui atteint, en moyenne, 3 milliards de dollars US par an – est la principale explication de l'augmentation de 10 milliards de dollars US du déficit de financement.

Bien que les dépenses nationales consacrées à l'éducation aient augmenté de 3 milliards de dollars US par an, dans les pays à faible revenu, au cours de ces dernières années, elles ne représentent encore que la moitié du montant requis pour atteindre l'objectif de l'éducation de base pour tous.

L'étude démontre qu'il est possible de combler le déficit si les gouvernements et les donateurs accordent la priorité à l'éducation et s'ils ciblent les populations dont les besoins sont les plus importants.

« 26 milliards de dollars US, cela donne certes l'impression que le déficit à combler est énorme. Néanmoins, l'étude démontre qu'il est possible de faire augmenter les ressources nécessaires pour que tous les enfants soient inscrits à l'école d'ici à 2015, » a déclaré Mme Irina Bokova, Directrice générale de UNESCO. « En 2000, les gouvernements donateurs ont promis qu'aucun pays ne serait empêché d'atteindre l'objectif de l'Éducation

Le déficit de financement de l'éducation de base – soit 26 milliards de dollars US – pourrait être comblé d'ici à 2015



Source : Calculs de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous à partir de données de l'ÉPDC et de l'UNESCO (2009) ; OCDE-DAC (Statistiques sur le développement international ; système de notification des pays cibles) ; et Perspectives de l'économie mondiale

© UNESCO

www.efareport.unesco.org

[1] Basic education includes pre-primary and primary schooling, and basic life skills for youth and adults, as defined by OECD-DAC for the purposes of collecting data on aid flows.

pour tous pour des raisons liées à l'absence de ressources. De concert avec les gouvernements nationaux, les donateurs doivent à présent démultiplier les efforts qu'ils déploient, et s'assurer que le financement n'est pas un obstacle empêchant d'aider tous les enfants à aller à l'école. »

Le document présente des solutions qui pourraient contribuer à rendre réalisable l'objectif de l'éducation de base pour tous d'ici à 2015. Si les gouvernements et les donateurs consacraient 20 % de leurs budgets à l'éducation et accordaient la priorité à l'éducation de base, près de 12 milliards de dollars US pourraient être mobilisés.

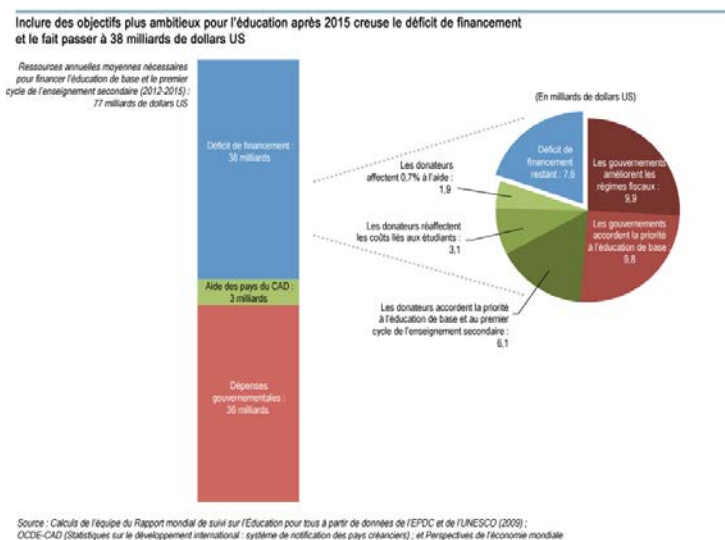
Pour financer l'éducation de base, les pays en développement doivent également trouver de nouvelles façons de générer des recettes supplémentaires. Une amélioration des régimes fiscaux pourrait réduire le déficit de 7,3 milliards de dollars US supplémentaires. L'étude recommande également une gestion des ressources naturelles plus efficaces, et de réaffecter une part de ces richesses à l'éducation.

La conjoncture économique est certes difficile pour demander aux donateurs d'augmenter les financements. Néanmoins, accorder la priorité aux populations qui ont les besoins les plus importants a un impact significatif. À l'heure actuelle, environ 25 pour cent de l'aide directe accordée à l'éducation est consacrée à des étudiants de pays en développement afin qu'ils étudient dans des pays donateurs. D'après l'étude, il serait plus judicieux d'utiliser ces montants pour développer les systèmes éducatifs des pays à faible revenu.

Tenir des engagements pris de longue date aurait également un effet positif. Si les donateurs européens qui ont accepté d'affecter à l'aide 0,7 pour cent de leur revenu national brut – un objectif fixé par l'ONU il y a un certain nombre d'années – tenaient leur engagement, 1,3 milliard de dollars US supplémentaires pourraient être mis à la disposition de l'éducation.

Cumulées, ces modifications pourraient faire passer le déficit de financement annuel de l'éducation de base de 26 milliards de dollars US à seulement 3,4 milliards de dollars US. D'après l'étude, si les organisations philanthropiques consacraient à l'éducation de base le même montant qu'elles consacrent aujourd'hui à la santé, le déficit pourrait être comblé.

Un large consensus se dégage au sein de la communauté internationale pour élargir l'objectif de l'éducation de base pour tous afin d'y inclure le premier cycle de l'enseignement secondaire. Si cet objectif plus ambitieux était adopté, le déficit de financement passerait chaque année de 26 à 38 milliards de dollars US. L'étude révèle que si les



gouvernements et les donateurs accordaient la priorité dans leurs budgets à l'éducation de base et au premier cycle de l'enseignement secondaire, ce déficit pourrait être réduit et passer de 38 à 7,6 milliards de dollars US.

Un certain nombre d'options sont présentées pour combler le déficit restant. Allouer 5 pour cent du projet de taxation sur les transactions financières internationales à l'éducation permettrait de mobiliser 2,4 milliards de dollars US. La base des donateurs pourrait également être élargie en augmentant les contributions à l'aide des pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) qui, selon certaines estimations, versent actuellement 163 millions de dollars US en faveur de l'éducation de base dans les pays à faible revenu. Si leurs économies se renforcent, ils auront la possibilité de financer des objectifs plus ambitieux après 2015. Le secteur privé représente une autre source de financement supplémentaire : sa contribution à l'éducation de base dans les pays en développement demeure minimale.

Pour Pauline Rose, Directrice du *Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous*, l'enseignement est clair : « Après 2015, nous ne pouvons pas partir du principe que des ressources seront disponibles pour tenir les engagements internationaux. La principale recommandation que nous faisons à ceux qui fixent les objectifs est qu'ils doivent inclure un nouvel objectif de financement quantitatif et limité dans le temps, et qui tiendra les donateurs et les gouvernements bénéficiaires pour responsables de s'assurer que tous les pays offriront à tous une éducation de qualité. » Le document de l'UNESCO est une contribution au débat mondial sur l'éducation et la date limite de 2015 pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous.

[1] D'après la définition établie par l'OCDE/CAD afin de recueillir des données sur les flux de l'aide, l'éducation de base comprend l'enseignement pré-primaire et primaire, ainsi que les compétences de la vie courante destinées aux jeunes et aux adultes.